

BOLKESTEIN EST DE RETOUR

Le 29 Mai dernier, nous avons dit « NON » au néolibéralisme en général et à la directive Bolkestein en particulier.

En bref :

Ce projet de directive veut réaliser le marché unique des services au niveau européen en supprimant tous les obstacles à leur liberté d'établissement. Ainsi, en particulier, une entreprise pourrait offrir ses services dans un autre pays en appliquant à ses salariés la législation du pays d'origine. Ce projet encourage ainsi le dumping social et fiscal et vise à attaquer les acquis sociaux par l'intensification de la concurrence entre les travailleurs des différents Etats, concurrence d'autant plus redoutable que le dernier élargissement de l'Union à 25 pays a approfondi les écarts entre les droits sociaux.

Cette directive écarte donc toute tentative d'harmonisation par le haut des législations sociales et ne peut au contraire, pour nous, que conduire à une politique de régression.

Rappelons-nous : pendant la campagne du référendum, Chirac et les partis favorables au «oui» nous ont affirmé que la directive Bolkestein était supprimée . Nous avons dénoncé cette affirmation et dit que sa discussion et son vote n'étaient qu'ajournés... jusqu'au lendemain du référendum.

En effet, depuis cette date, il n'a nullement été question de retirer cette directive, aucun gouvernement n'ayant formulé cette demande, pas même la France. Et J.M. Barroso, Président de la Commission Européenne a répété, lors de sa conférence de presse de rentrée à Bruxelles, qu'il souhaite que cette proposition de directive soit adoptée dans les mois qui viennent.

Où en est on à ce jour ? Depuis le 12 Septembre cette directive est en discussion dans la commission «marché intérieur» du Parlement européen et de nombreux amendements sont proposés par les différents partis et députés européens. La directive amendée sera ensuite présentée en séance plénière du Parlement européen .Ceci aurait dû se faire à la fin de ce mois d'Octobre mais suite à un coup de force de la droite européenne qui refuse certains amendements, ceci est reporté au 22 Novembre. On peut donc prévoir que la directive Bolkestein sera votée vers la mi-Janvier.

Que faire ?

Nous avons 3 mois pour obtenir le rejet de ce texte inacceptable.

**Pour cela relançons la mobilisation citoyenne
pour faire respecter la volonté populaire exprimée le 29 Mai.**

Ne laissons pas nos gouvernants remettre en cause notre victoire.

Le « **Collectif National du 29 Mai** » (composé de nombreuses associations soutenues par quelques partis de gauche) rassemblé à la Mutualité, a marqué la 1ère étape de la mobilisation unitaire.

Ensemble, avec tous ceux qui souhaitent une autre Europe sociale et solidaire :

FAISONS ECHEC A CETTE DIRECTIVE BOLKESTEIN.